

## Communiqué – En réponse à Laurent Wauquiez...

La visite de la police judiciaire à l'Hôtel de Région dans le cadre de l'enquête préliminaire diligentée par la Procureur de la République au sujet de l'affaire de Shanghai révélée par la Canard Enchaîné semble avoir irrité Laurent Wauquiez, au point qu'il a annoncé avoir déposé plainte contre moi pour dénonciation calomnieuse.

On le comprend : **qui imagine le général de Gaulle recevoir de bon matin la visite de la police ?**

La ficelle est un peu grosse et cette stratégie dilatoire ne doit leurrer personne.

Laurent Wauquiez fait diversion en tentant de créer une affaire dans l'affaire, fidèle à l'adage de Charles Pasqua, pour tenter de masquer ses propres turpitudes et semer la confusion, avec néanmoins moins de savoir-faire.

Les faits transmis au procureur de la République sont connus de tous, issus des enquêtes menées par la presse. C'est le Parquet qui a décidé d'ouvrir une enquête préliminaire.

J'aborde cette plainte avec sérénité, n'ayant fait que mon devoir de citoyen et d'élu. Je suis d'ailleurs certain que tous les fonctionnaires de la Région ayant eu connaissance des mêmes faits n'auront pas manqué de satisfaire sans hésiter aux obligations prévues par l'article 40 du Code de Procédure pénale.

Aujourd'hui attaqué en justice par Laurent Wauquiez dans le cadre de mes fonctions de conseiller régional, je demande officiellement l'octroi de la protection fonctionnelle à la Région. J'adresse ce jour au Président de la Région, avec copie au Préfet, un courrier afin que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine assemblée plénière et fasse l'objet d'un débat public et d'une délibération de notre assemblée.

La plainte supposée déposée par Laurent Wauquiez me fonde à aller plus loin dans la transparence et le souci de la manifestation de la vérité sur les pratiques de l'exécutif régional. Toute ambiguïté entre la campagne électorale et la vie de la Région doit être levée.

**Par conséquent, je demande à Laurent Wauquiez de rendre publics les éléments suivants :**

- la liste des agents recrutés au siège depuis son élection auprès du directeur général des services et au sein de la Direction des Assemblés et des relations aux élus, en publiant leurs fiches de poste et la période au cours de laquelle ces emplois ont fait l'objet d'une annonce publique.

- la liste des agents placés sous l'autorité de son directeur de cabinet et pour les agents recrutés en tant que collaborateurs de cabinet, leur niveau de rémunération (cette information était publique sous l'ancienne mandature), leurs ordres de mission, frais de bouche et de téléphonie depuis le 1er mai 2016

- la liste des collaborateurs des membres de l'exécutif régional ainsi que leurs ordres de mission, frais de bouche (avec les noms des convives) et de téléphonie depuis le 1er mai 2016

- les ordres de mission du président, des vice-présidents, conseillers délégués et spéciaux depuis le 1er mai 2016 ainsi que leurs frais de bouche (avec les convives) et de téléphonie.

- les ordres de mission des chauffeurs de la Région, lorsque que ces derniers ont eu à se rendre à Paris ou en dehors de la Région.

- le détail du budget communication de la Région, en indiquant à l'euro près à qui ont bénéficié les budgets publicitaires de la Région ou les contreparties d'image.

Enfin, si la réunion électorale organisée au SOFITEL de Shanghai au profit de François Fillon est, selon les « éléments de langage » fournis à l'entourage de Laurent Wauquiez, "une affaire privée", je lui demande d'indiquer dans quel cadre l'annonce de la plainte censée déposée contre moi a pu l'être par des moyens publics, à savoir ceux de la Région et de son service presse composé d'agents publics rémunérés avec des deniers publics.

Je demande en outre à Laurent Wauquiez si, dans cette affaire prétendument privée, il a fait appel aux moyens de la Région (service juridique, service presse, cabinet) pour organiser sa défense.

Laurent Wauquiez veut que nous parlions moralité et éthique ? J'y suis prêt et je ne suis pas le seul car nos concitoyens veulent et doivent savoir ce qui se passe à la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

**Stéphane GEMMANI**

Conseiller régional d'opposition - Auvergne-Rhône-Alpes